

FÉDÉRATION QUÉBÉCOISE DES MUNICIPALITÉS

APPEL D'OFFRES POUR L'OCTROI D'UN CONTRAT DE FOURNITURE DE LUMINAIRES DE RUE AU DEL AVEC SERVICES CONNEXES

ADDENDA # 1

PRENEZ AVIS que les documents d'appel d'offres de la Fédération québécoise des municipalités pour l'octroi d'un contrat de fourniture de luminaires de rue au DEL avec services connexes sont modifiés et précisés de la façon suivante :

A) RÉPONSES AUX QUESTIONS DES SOUMISSIONNAIRES

1. Question # 1 :

Est-ce que la mise aux normes des installations électriques existantes fait partie du mandat (exemple, changement du filage et des fusibles)?

Réponse :

Non, si de tels travaux sont requis, ils feront l'objet d'un contrat distinct, dans le respect des règles d'appel d'offres applicables aux municipalités, le cas échéant.

2. Question # 2 :

Est-ce que vous avez de l'information sur la quantité de luminaires et les coûts d'entretien y afférents pour chacune des municipalités visées par l'appel d'offres?

Réponse :

Non (voir le dernier paragraphe de l'avis public à cet effet).

3. Question # 3 :

À l'article 2.3.1, il est indiqué que l'adjudicataire doit fournir à la municipalité participante l'analyse d'opportunité au plus tard quatre (4) semaines suivant le moment où la demande a été faite par elle : Est-ce que les demandes seront gérées par la FQM afin de maintenir un nombre de demandes raisonnable en simultané?

Réponse :

Non, l'adjudicataire doit s'organiser pour répondre à toutes les demandes dans les délais prescrits par l'appel d'offres, à moins d'une situation exceptionnelle.

4. Question # 4 :

Selon le volume de contrats à intervenir, est-ce que le délai de six (6) mois prévu à l'article 2.3.4 pour la réalisation des travaux pourra être extensionné en fonction du nombre de travaux à être exécutés en même temps ou au cours de la même période?

Réponse :

Non, à moins d'une situation exceptionnelle.

5. Question # 5

À l'article 2.6, il y a deux (2) modèles de luminaires préapprouvés : est-ce qu'il est possible, à ce stade-ci, de faire préapprouver un autre produit que ceux apparaissant à l'article 2.6?

Réponse :

Non, cependant, l'adjudicataire peut présenter une demande de substitution de produits à cet effet, après l'adjudication du contrat, conformément à ce qui est prévu à l'article 1.25.2.

6. Question # 6

Est-ce que le soumissionnaire doit fournir un prix pour chacun des deux (2) types de système (manufacturiers) SGIE préapprouvés par la FQM et apparaissant à l'article 2.7 du devis d'appel d'offres?

Réponse :

Non, cependant, les soumissionnaires doivent soumettre un prix pour chacun des deux (2) modes de stockage de données demandés (hébergement vs propriétaire), tel qu'indiqué au bordereau de soumission. Quand la municipalité choisira un mode stockage, l'adjudicataire devra fournir l'un ou l'autre des modèles préapprouvés rencontrant le choix du mode de stockage de la municipalité, dans le respect des prix maximums soumis pour ce mode de stockage (voir les corrections apportées aux articles 1.2, 1.4, 1.7 et 1.25.1 à cet effet).

7. Question # 7

Si le soumissionnaire ne retient pas les services d'une firme d'ingénierie externe, est-ce qu'il doit fournir une police d'assurance responsabilité professionnelle conformément à l'article 5.3?

Réponse :

Oui (voir également la réponse à la question # 8).

8. Question # 8

En lien avec la question précédente, est-ce qu'une couverture d'assurance responsabilité professionnelle de 2 000 000 \$ serait suffisante compte tenu de la taille approximative et du risque potentiel d'un projet de conversion?

Réponse :

Oui (voir corrections apportées à l'article 5.3 à cet effet à la Section B du présent addenda où le montant de couverture passe de 5 000 000 \$ à 2 000 000 \$).

9. Question # 9

Pourriez-vous nous confirmer que le coût d'investissement relatif au système de contrôle intelligent doit être ajouté au coût d'investissement de la conversion des luminaires dans le calcul de la PRI?

Réponse :

Oui, si la municipalité décide de mettre en place un système SGIE, la PRI doit tenir compte de cet investissement additionnel.

B) MODIFICATIONS AU DEVIS D'APPEL D'OFFRES

10. Modification à l'article 1.2

L'article 1.2 est modifié afin de :

- De remplacer le deuxième « • » du cinquième « - » du premier alinéa par le suivant :

« • passerelles (« *gateways* ») de communication, le cas échéant; »
- Remplacer le cinquième alinéa par le suivant :

« L'objectif du présent appel d'offres est d'obtenir des prix unitaires maximums pour les deux modèles de luminaires et pour chacun des deux modes de stockage de données (hébergement vs propriétaire) (article 2.6 et 2.7) ainsi que des économies d'énergie minimales garanties y afférentes. Les municipalités qui le souhaitent peuvent se prévaloir de l'ajout du contrôle intelligent (système SGIE). »

11. Modification à l'article 1.3

L'article 1.3 est modifié afin d'ajouter les mots « (*le cas échéant*) » après le mot « *passerelles* » à la deuxième ligne de la définition de « *Liaison sans fil* »

12. Modification à l'article 1.4

L'article 1.4 est modifié afin de remplacer le premier alinéa par le suivant :

« Les soumissions doivent être présentées sur le formulaire et le bordereau joints à l'**Annexe 1** et être accompagnées plus particulièrement des documents énumérés à l'article 1.11. Le soumissionnaire doit présenter une seule offre en se conformant aux exigences du présent document. Pour être retenu, le soumissionnaire doit obligatoirement fournir des prix pour chaque modèle de luminaire ainsi que pour chacun des deux modes de stockage de données demandés (hébergement vs propriétaire), en déposant l'intégralité du bordereau de soumission joint à l'**Annexe 1** dûment rempli, avec sa soumission. »

13. Modification à l'article 1.7

L'article 1.7 est modifié afin de :

- Remplacer le premier alinéa par le suivant :

« Les soumissionnaires doivent fournir un prix unitaire maximum pour chaque modèle de luminaire apparaissant au bordereau de soumission (**Annexe 1**) y compris pour l'ajout du contrôle intelligent (prix pour chacun des deux modes de stockage de données demandés) en fonction des quantités approximatives y apparaissant et représentant un projet « type ». »
- De remplacer le cinquième alinéa par le suivant :

« Les prix unitaires maximums soumis sont fermes pour toute la durée du contrat et doivent inclure la fourniture des matériaux et des services connexes requis (voir notamment article 2.3 pour la description de ces services), le coût de la main-d'œuvre et de l'équipement nécessaire à l'exécution du mandat de même que les frais généraux, les frais d'administration, les frais pour l'obtention des licences, pour la fourniture du logiciel et sa mise à jour et le stockage de données, le cas échéant, pour toute la durée de la PRI, les profits, les frais de déplacement, les droits applicables, les frais de téléphonie, le frais de séjour, de repas et de reprographie incluant toutes les copies requises en nombre suffisant des documents produits dans le cadre de la réalisation du mandat et les autres frais directs ou indirects qui pourraient être inhérents au mandat (dont notamment ceux pour l'obtention et le maintien des licences requises auprès de la Régie du bâtiment du Québec pour l'exécution des travaux). »

14. Modification à l'article 1.11

L'article 1.11 est modifié afin d'ajouter, à la fin du quatrième « - » du premier alinéa, après « (**Annexe 6**) » :

« ou une lettre de garantie bancaire irrévocable et inconditionnelle d'un montant de 500 000 \$ (**Annexe 12**); »

15. Modification à l'article 1.14

L'article 1.14 est modifié afin de remplacer le chiffre « 11 » au sixième « - » du deuxième alinéa par le chiffre « 12 » :

16. Modification à l'article 1.25.1

Le premier alinéa de l'article 1.25.1 est remplacé par le suivant :

« Le soumissionnaire doit obligatoirement soumettre un prix unitaire maximum pour chaque modèle de luminaire apparaissant au bordereau de soumission et l'économie d'énergie unitaire minimale y afférente, ainsi qu'un prix unitaire maximum pour l'ajout du contrôle intelligent pour chacun des deux modes de stockage de données demandés (hébergement vs propriétaire). Ce sont ces prix et économies d'énergie unitaires qui sont utilisés pour les fins de comparaison entre les différents soumissionnaires (évaluation de la valeur économique d'un projet type).

17. Modification à l'article 2.3.2

L'article 2.3.2 est modifié afin d'ajouter la phrase suivante à la fin du deuxième alinéa :

« Dans l'éventualité où la municipalité participante décide de mettre en place un système SGIE, la PRI devra tenir compte du coût d'investissement relatif à l'ajout de ce système. »

18. Remplacement de l'article 2.6.1

L'article 2.6.1 est remplacé par le suivant :

« 2.6.1 Spécifications techniques du SGIE

Approche globale :

Dans un souci de versatilité, le système de gestion intelligent de l'éclairage (SGIE) devra être conçu selon une architecture pouvant permettre :

- a) Un mode de stockage des données sur un site en hébergement (« *cloud* »), ce mode pouvant suivre une architecture réseau ouverte (avec ou sans passerelles) communiquant par lien cellulaire avec le logiciel de gestion;

OU

- b) Un mode de stockage des données sur un serveur propriétaire, ce mode nécessitant une architecture réseau avec passerelles permettant deux liens de communication possibles selon le choix de la municipalité, soit :
 - sans fil (cellulaire);
 - solide, de type fibre optique.

Pour fins d'évaluation du projet type prévu au bordereau de soumission, un prix pour chacune des deux possibilités est demandé (hébergement vs propriétaire). »

19. Remplacement de l'article 2.6.2

L'article 2.6.2 est remplacé par le suivant :

« 2.6.2 Réseau de télécommunications sans fil

L'ESE devra fournir les liaisons sans fil bout en bout entre les équipements de terrain et le serveur du logiciel de gestion (situés dans les locaux de la municipalité participante et / ou en hébergement), et ce, pour toute la durée de la période d'amortissement du projet (PRI). »

20. Remplacement de l'article 2.6.3

L'article 2.6.3 est remplacé par le suivant :

« 2.6.3 Licences d'exploitation

L'adjudicataire doit fournir à chaque municipalité participante une licence d'utilisation pour tous les logiciels composant le SGIE, tant ceux requis pour le serveur d'application, que ceux de la base de données déployés pour le projet. Il s'agit d'une licence perpétuelle de la version acquise dans la solution propriétaire ou d'une licence annuelle dans le cas de la solution d'hébergement, et ce, pour toute la durée de la PRI. Dans ce dernier cas, le renouvellement de cette licence annuelle, à l'expiration de la PRI, sera assumé par la municipalité participante. »

21. Modification de l'article 2.7

L'article 2.7 est modifié de la manière suivante :

- En ajoutant, dans le tableau des exigences minimales, tout de suite après « passerelles », les mots « (le cas échéant) »;
- En ajoutant, à la fin de l'article, à la section « **Systèmes / manufacturiers SGIE préapprouvés** : » le manufacturier « Philips ».

22. Modification à l'article 3.5

Le sixième alinéa de l'article 3.5 est remplacé par le suivant :

« [50 % VAN A et B (modèle Philips RoadFocus) + 50 % VAN C et D (modèle GE Evolve)] - [(50 % coût d'investissement solution hébergement E (SGIE) + 50 % coût d'investissement solution propriétaire F (SGIE)) X 25 %] = **valeur économique finale (25 ans)** »

De plus, l'exemple de calcul d'une valeur économique finale (25 ans) est remplacé par le suivant :

« EXEMPLE DE CALCUL D'UNE VALEUR ÉCONOMIQUE FINALE (25 ANS) :
VAN (A et B) (Philips RoadFocus) = 100 000 \$
VAN (C et D) (GE Evolve) = 90 000 \$
Coût investissement SGIE (Solution Hébergement) (E) = 40 000 \$
Coût investissement SGIE (Solution Propriétaire) (F) = 50 000 \$
[50 % x 100 000 \$ + 50 % x 90 000 \$] –
[(50 % x 40 000 \$ + 50 % x 50 000 \$) X 25 %] = 83 750 \$ »

23. Modification à l'article 4.5

Les termes « (maximum de cinq (5) pages) » sont ajoutés, à la fin du premier alinéa de l'article 4.5 après le mot « SGIE ».

24. Modification à l'article 5

L'article 5 est modifié afin de remplacer, à la troisième ligne, le chiffre « 11 » par « 12 » :

25. Remplacement de l'article 5.1

L'article 5.1 est remplacé par le suivant :

« 5.1 GARANTIE DE SOUMISSION

Toute soumission doit être accompagnée d'une garantie de soumission au montant de 100 000 \$, au bénéfice de la FQM, sous forme de chèque visé ou de cautionnement valide pour toute la période où la soumission doit demeurer en vigueur et ne peut être retirée. L'absence de cette garantie lors de l'ouverture des soumissions peut entraîner le rejet de la soumission.

Si cette garantie est sous forme de chèque visé, ce chèque doit être fait à l'ordre de la FQM et tiré sur un compte inscrit dans un établissement bancaire ou une caisse populaire faisant affaire au Québec.

Si cette garantie est sous forme de cautionnement, ce cautionnement doit être établi par un assureur détenant un permis d'assureur conforme aux lois en vigueur au Québec, l'autorisant à pratiquer l'activité de cautionnement conformément à la loi, sur le formulaire annexé au présent appel d'offres (**Annexe 5**).

Si le soumissionnaire retire sa soumission après la date et l'heure de l'ouverture des soumissions, s'il est en défaut de fournir un document ou des garanties qui lui sont exigés en vertu des présentes et / ou s'il refuse de signer ou d'exécuter le contrat après l'adjudication, la FQM peut exercer tous les droits que la garantie de soumission lui accorde, en plus des recours en dommages-intérêts qu'elle peut prendre contre le soumissionnaire fautif. Elle pourra, notamment, encaisser tout chèque consenti par le soumissionnaire, sans préjudice aux autres dommages et intérêts qu'elle pourra réclamer du soumissionnaire en raison du retrait de sa soumission, de son défaut ou de son refus d'exécuter le contrat.

Les chèques visés ou les actes de caution sont conservés ou retenus jusqu'à l'expiration du délai de validité des soumissions de cent vingt (120) jours. À l'expiration de ce délai, les soumissionnaires pourront réclamer à la FQM leur chèque ou leur acte de caution, sauf celui dont la soumission aura été retenue, le cas échéant. »

26. Remplacement de l'article 5.2.1

L'article 5.2.1 est remplacé par le suivant :

« 5.2.1 Garantie d'exécution - FQM

Si le soumissionnaire dépose un cautionnement de soumission à titre de garantie de soumission, il doit joindre à sa soumission, sur le formulaire joint à l'**Annexe 6** du présent devis, **une lettre d'engagement** provenant d'un assureur détenant un permis conforme aux lois en vigueur au Québec, l'autorisant à pratiquer l'activité de cautionnement conformément à la loi, s'engageant à émettre, au bénéfice de la FQM, un cautionnement d'exécution conforme aux présentes.

S'il a fourni un chèque visé à titre de garantie de soumission, il doit joindre à sa soumission une lettre d'intention d'un établissement bancaire ou une caisse populaire faisant affaire au Québec s'engageant à émettre une lettre de garantie bancaire irrévocable et inconditionnelle d'un montant de 500 000 \$, conforme au formulaire joint à l'**Annexe 12**, valide pour tout la durée du contrat.

L'absence de cette lettre d'engagement (cautionnement) ou de la lettre d'intention, lors de l'ouverture des soumissions, peut entraîner le rejet de la soumission.

Le soumissionnaire doit, dans les trente (30) jours suivant l'adjudication du contrat par la FQM, fournir un cautionnement d'exécution du contrat d'une valeur de 1 000 000 \$ (sur le formulaire joint à l'Annexe 7) ou une lettre de garantie bancaire irrévocable et inconditionnelle d'un montant de 500 000 \$ sur le formulaire joint à l'Annexe 12, valides pour toute la durée du contrat. À défaut, le soumissionnaire sera considéré en défaut de respecter ses obligations contractuelles et sa garantie de soumission pourra être exercée par la FQM, sans préavis.

Ce cautionnement d'exécution garantit spécifiquement le respect des obligations contractuelles de l'adjudicataire à l'égard de la FQM et des municipalités ayant adhéré au programme à la date du défaut, dont notamment les obligations suivantes :

- paiement de la redevance à la FQM;
- fourniture des analyses d'opportunités et des études de faisabilité aux municipalités participantes, dans les délais prescrits;
- fourniture aux municipalités participantes des garanties financières exigées par le présent devis.

La garantie d'exécution doit être maintenue en vigueur pendant toute la durée du contrat, à défaut de quoi le contrat prendra fin et la FQM pourra alors exercer tous ses droits aux termes de cette garantie. »

27. Modification à l'article 5.2.2

Le premier alinéa de l'article 5.2.2 est remplacé par le suivant :

« Le soumissionnaire doit joindre à sa soumission, sur le formulaire joint à l'Annexe 8, une lettre de préqualification pour les municipalités participantes provenant d'une compagnie dûment autorisée indiquant ses capacités de cautionnement (par contrat (minimum 1 000 000 \$), globalement (minimum 15 000 000 \$) et portion utilisée). Pour être jugée conforme, la lettre de préqualification doit indiquer qu'une limite minimum de 5 000 000 \$ est disponible sur la limite globale. Le soumissionnaire doit donc inscrire, aux endroits prévus à cette fin, sur le formulaire de l'Annexe 8, ses capacités réelles de cautionnement en respectant les minimums indiqués précédemment »

28. Modification à l'article 5.3

L'article 5.3 est modifié afin de :

- Remplacer le chiffre « 5 000 000 \$ » au premier alinéa par le chiffre « 3 000 000 \$ » (responsabilité civile);
- Remplacer le chiffre « 5 000 000 \$ » au deuxième alinéa par le chiffre « 2 000 000 \$ » (responsabilité professionnelle).

29. Remplacement de l'annexe 1 (Bordereau de soumission)

Le bordereau de soumission (Annexe 1) est remplacé par le bordereau joint en annexe du présent addenda. Il a été notamment modifié pour y remplacer certains modèles de luminaires dont la génération 1 du modèle Philips RoadFocus par la génération 2 de ce même modèle.

30. Remplacement de l'annexe 8 (Lettre de préqualification)

L'annexe 8 est remplacée par le document joint en annexe au présent addenda.

31. Ajout de l'annexe 12 (Lettre de garantie bancaire irrévocable et inconditionnelle)

L'annexe 12 jointe au présent addenda est ajoutée après l'annexe 11 en lien avec les modifications apportées à l'article 5.2.1 du devis d'appel d'offres.

32. Report du délai d'ouverture des soumissions

Les soumissions seront reçues qu'à **16 h 00 le 14 décembre 2017**, au bureau de la FQM situé au 11-34, Grande-Allée Ouest, RC-01, Québec (Québec) G1S 1S5 et seront ouvertes publiquement au même endroit et à la même date, à 16 h 15.

* * *

Nous rappelons aux soumissionnaires que les addendas publiés au cours du processus d'appel d'offres doivent apparaître au formulaire de soumission qu'ils doivent joindre à leur soumission conformément aux articles 1.9 et 1.11 du devis d'appel d'offres.

Le présent addenda remplace toute disposition du devis d'appel d'offres incompatible ou inconciliable avec celui-ci.

Signé à Québec, le 1er décembre 2017

Sonia Maltais
Responsable de l'appel d'offres

ANNEXE 1
(modifiée par l'addenda no 1)

BORDEREAU DE SOUMISSION

Appareils d'éclairage		Quantité en fonction d'une municipalité type	Prix unitaires	Économies d'énergie annuelles unitaires	Prix pour calcul de la VAN	
Luminaires HPS existants (Watts-nominal)	Luminaires DEL de remplacement Modèle Philips RoadFocus-G2		Modèle Philips RoadFocus (\$)	Modèle Philips RoadFocus (\$)	Coût (\$)	Économies d'énergie annuelles (\$)
		(1)	(2)	(3)	(1) x (2)	(1) x (3)
70 W	RFS-25W16LED3K-G2-UNV-DMG-RCD7-GY3	65	\$	\$	\$	\$
100 W	RFS-30W16LED3K-G2-UNV-DMG-RCD7-GY3	90	\$	\$	\$	\$
150 W	RFS-54W16LED3K-G2-UNV-DMG-RCD7-GY3	40	\$	\$	\$	\$
200 W	RFM-72W32LED3K-G2-UNV-DMG-RCD7-GY3	20	\$	\$	\$	\$
250 W	RFM-80W48LED3K-G2-UNV-DMG-RCD7-GY3	10	\$	\$	\$	\$
		225		TOTAL :	(A) \$	(B) \$

Signature

ANNEXE 1
(modifiée par l'addenda no 1)

BORDEREAU DE SOUMISSION

Appareils d'éclairage		Quantité en fonction d'une municipalité type	Prix unitaires	Économies d'énergie annuelles unitaires	Prix pour calcul de la VAN	
Luminaires HPS existants (Watts-nominal)	Luminaires DEL de remplacement		Modèle GE Evolve (\$)	Modèle GE Evolve (\$)	Coût (\$)	Économies d'énergie annuelles (\$)
	Modèle GE Evolve					
		(1)	(2)	(3)	(1) x (2)	(1) x (3)
70 W	ERL1003A330AGRAYILR	65	\$	\$	\$	\$
100 W	ERL1004A330AGRAYILR	90	\$	\$	\$	\$
150 W	ERL1006A330AGRAYILR	40	\$	\$	\$	\$
200 W	ERL1008A330AGRAYILR	20	\$	\$	\$	\$
250 W	ERLH011A330AGRAYILR	10	\$	\$	\$	\$
		225		TOTAL :	(C) \$	(D) \$

Signature

ANNEXE 1
(modifiée par l'addenda no 1)

BORDEREAU DE SOUMISSION
(Contrôle intelligent - SGIE)

BORDEREAU DE SOUMISSION
pour Solution Hébergement

Solution complète incluant (sans s'y limiter), nœuds, passerelles (le cas échéant), logiciel de gestion et leurs mises à jour, etc.¹

Prix unitaire (\$)²

Quantité

_____ X 225 = _____ \$ (E)

Signature

¹ Inclus également tous les frais annuels de données cellulaires de communication puisque le fournisseur est responsable bout en bout (par exemple, à partir du lien de données cellulaires de la passerelle (le cas échéant) jusqu'au serveur de gestion) et des coûts de stockage des données sur le serveur en hébergement, et ce pour toute la durée de la PRI.

² Ce prix n'inclut pas la fourniture et l'installation des luminaires.

ANNEXE 1
(modifié par l'addenda no 1)

BORDEREAU DE SOUMISSION
(Contrôle intelligent - SGIE)

BORDEREAU DE SOUMISSION
pour Solution Propriétaire

Solution complète incluant (sans s'y limiter), nœuds, passerelles, logiciel de gestion et leurs mises à jour, etc.¹

Prix unitaire (\$)²

Quantité

_____ X 225 = _____ \$ (F)

Signature

Calcul de la valeur économique finale :

[50 % VAN A et B (modèle Philips RoadFocus) + 50 % VAN C et D (modèle GE Evolve)] - [(50 % coût d'investissement solution hébergement E (SGIE)+ 50 % coût d'investissement solution propriétaire F (SGIE)) X 25 %] = valeur économique finale (25 ans).

(pointage intérimaire - 10) X (valeur économique finale (25 ans)) / 10 000 = pointage final

¹

Inclus également tous les frais annuels de données cellulaires (le cas échéant et pour la durée de la PRI) puisque le fournisseur est responsable bout en bout (par exemple, à partir du lien de données cellulaires de la passerelle jusqu'au serveur de gestion) et des coûts pour la fourniture et installation d'un serveur « Propriétaire » pour le stockage des données. Il est à noter que si la ville décide d'utiliser son réseau fibre optique comme lien de communication (le cas échéant), les frais de raccordements et d'entretien de ce réseau seront sous la responsabilité de la ville. Un crédit sera alors à être négocié au bénéfice de la ville.

²

Ce prix n'inclut pas la fourniture et l'installation des luminaires.

ANNEXE 8
(modifiée par l'addenda no 1)

LETTRE DE PRÉQUALIFICATION
(POUR LES MUNICIPALITÉS PARTICIPANTES)

Le **Date**

Fédération québécoise des municipalités

11-34, Grande-Allée Ouest
Québec (Québec) G1E 1S5

OBJET : APPEL D'OFFRES NUMÉRO FQM-DEL-2017-02
CONTRAT DE FOURNITURE DE LUMINAIRES DE RUES AU DEL AVEC SERVICES CONNEXES

Madame,
Monsieur

Nous, **CAUTION**, cautionnons **ENTREPRENEUR** pour d'importants projets et sommes prêts à continuer de cautionner cette entreprise pour des projets similaires à ceux qu'elle a déjà effectués.

Nous sommes convaincus que **ENTREPRENEUR** possède les qualifications techniques nécessaires, du personnel qualifié et les ressources financières adéquates pour entreprendre avec succès d'importants projets. **ENTREPRENEUR** bénéficie actuellement d'un programme de cautionnement auprès de **CAUTION** avec des marges de \$ par contrat et \$ globale, dont \$ est actuellement utilisé.

Nous comprenons que des cautionnements d'exécution et de paiement de la main d'œuvre et des matériaux de 50 % chacun seront requis par les différentes municipalités adhérant à l'appel d'offre et que des lettres d'engagement à cet effet devront être fournies avec les analyses d'opportunités.

Notre décision de fournir les cautionnements requis sera sujette à nos critères normaux de souscription et à l'analyse des documents lors des analyses de faisabilité.

Veuillez agréer, Madame, Monsieur, l'expression de nos meilleurs sentiments.

Mandataire
Service du cautionnement

ANNEXE 12

LETTRE DE GARANTIE IRRÉVOCABLE ET INCONDITIONNELLE

Le **Date**

Fédération québécoise des municipalités

11-34, Grande-Allée Ouest
Québec (Québec) G1E 1S5

(ci-après le « Bénéficiaire »)

À la demande de **Nom de l'entreprise**, ayant une place d'affaires au **Adresse de l'entreprise** (notre « Client », la soussignée **Institution financière**, succursale du **Adresse de l'institution financière** établissons par la présente en faveur du Bénéficiaire, la présente lettre de garantie irrévocable et inconditionnelle pour un montant n'excédant pas la somme de cinq cent mille dollars (500 000 \$) (la « Garantie »).

Le montant total ou partiel de la Garantie est payable au Bénéficiaire sur réception par la soussignée d'une demande écrite signée par un dirigeant du Bénéficiaire attestant que le montant réclamé par le Bénéficiaire est dû en raison du fait que notre Client a manqué à l'une ou l'autre des obligations qui lui incombent au terme du contrat intervenu pour l'appel d'offres no FQM-DEL-2017-02.

La Garantie demeure en vigueur jusqu'au .

La garantie sera réputée prorogée automatiquement et sans amendement pour des périodes successives d'un an, à moins qu'au moins soixante (60) jours avant la date d'expiration alors en vigueur, la soussignée n'avise le Bénéficiaire par courrier recommandé, de son intention de ne pas proroger la garantie pour toute période additionnelle.

Les tirages partiels sont autorisés. Dans le cas de tout tirage partiel, nous (i) noterons le montant sur l'original de la présente lettre de garantie et (ii) nous retournerons sans délai l'original de la présente lettre de garantie. Tout paiement effectué en vertu de la présente lettre diminue d'autant notre engagement de façon à ce que celui-ci ne puisse jamais dépasser le montant de la Garantie.

Les termes et conditions de la présente lettre de garantie énoncent toutes les modalités de l'engagement de la soussignée lequel ne peut être modifié, amendé, augmenté ou limité autrement que par un amendement écrit par la soussignée faisant référence de façon expresse à la présente lettre de garantie.

Toute correspondance ainsi que toute réclamation doit être présentée à la soussignée à l'adresse suivante **Adresse** et doit faire référence à la lettre de garantie irrévocable et inconditionnelle numéro .

Institution financière : _____

Par : _____
Nom : _____
Titre : _____

Nom : _____
Titre : _____